



LES INDÉPENDANTS RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES

Groupe politique au Sénat

Bilan 2017-2022



Le Sénateur Jean-Pierre Grand n'apparaît pas sur la photo

14 Sénateurs au service de leurs territoires



Retrouvez toute l'actualité du
Groupe sur le site internet



L'éditorial du Président Claude Malhuret	1
La charte du Groupe	2
Les Sénateurs du Groupe	3
L'action parlementaire du Groupe	6
<u>10 thématiques au cœur de l'engagement des Sénateurs</u>	6
• Collectivités locales et cohésion des territoires	6
• Aménagement du territoire et développement durable	8
• Finances publiques, travail et emploi	10
• Affaires sociales et santé	12
• Régalien	14
• Agriculture	16
• Affaires économiques	17
• Union européenne	18
• Culture, éducation, communication, sport	20
• Numérique et innovation	22
<u>Textes et débats mis à l'ordre du jour du Sénat par le Groupe</u>	23
<u>4 missions d'informations à l'initiative du Groupe</u>	30
<u>70 rapports d'information et législatifs</u>	31
Les rencontres des Sénateurs	36



Claude Malhuret

Sénateur de l'Allier

Président du Groupe *Les Indépendants - République et Territoires* au Sénat

Ancien Ministre

Le Groupe *Les Indépendants* travaille au Sénat à partir de deux postulats : **préserver la cohésion nationale** et **défendre les libertés individuelles**.

Le Groupe soutient une **décentralisation construite avec les collectivités territoriales et les acteurs locaux** afin de répondre aux attentes de chacun tout en respectant leur diversité. Trois notions, intrinsèquement liées s'avèrent essentielles dans cette élaboration : les compétences, les responsabilités et les financements.

Nos Sénateurs sont attachés à la **réduction des dépenses publiques**. Ils s'opposent à toute hausse d'impôt qui viendrait grever le pouvoir d'achat des Français pour financer les déficits. Le Groupe considère que l'État doit concentrer ses efforts sur ses missions régaliennes, notamment pour ce qui concerne l'ordre public et la sécurité des citoyens.

La sécurité passe également par une **souveraineté en matière numérique**. Le Groupe prône l'émergence rapide d'outils européens du numérique ainsi qu'une taxation juste et efficace des géants du secteur. Les Indépendants appellent à une législation ambitieuse répondant aux objectifs des règlements européens des DMA (Digital Market Act) et DSA (Digital Services Act), et en particulier concernant la protection des données.

La santé, objet légitime des attentions récentes, est un point d'ancrage des priorités du Groupe. Son accès sur tout le territoire, particulièrement dans les déserts médicaux, est un combat permanent mené par nos Sénateurs.

Le Groupe inscrit sa **vision dans la transition des territoires. Transition qui se veut écologique et économique** à l'image des prises de positions sur une agriculture essentielle, respectueuse et permettant aux agriculteurs un niveau de vie décent. Transition qui se veut énergétique grâce à un mix décarboné et équilibré et à la lutte contre la précarité énergétique. Les transports et infrastructures durables constituent un pan incontournable de ces transitions.

La jeunesse doit être formée pour faire face à son futur. Ainsi l'accès à un système éducatif de qualité sur l'ensemble de notre territoire et une formation adaptée apportant des réponses adéquates au marché du travail sont primordiaux.

La démocratisation de la culture participe, entre autres, à l'atteinte de cet objectif. **La culture dans son ensemble constitue l'un des ciments de notre cohésion sociale, qui doit être préservé et transmis.**

Profond marqueur du Groupe, l'Union européenne est une priorité, traitée de manière transversale sur l'ensemble des sujets. Les Sénateurs défendent **la vision d'une France à l'initiative dans une Union européenne renforcée, compétitive, protectrice et solidaire.**

Claude Malhuret

LA CHARTE DU GROUPE



5 octobre 2020

La France est confrontée à quatre crises : une crise sanitaire, une crise économique et sociale, conséquence de la première, une crise de la représentation parce que dans ce contexte, beaucoup de Français ont des doutes, parfois de la défiance, vis-à-vis de leurs représentants et enfin une crise de la communication avec les réseaux sociaux qui créent ou augmentent les clivages de notre société.

Face à la montée des populismes qui se nourrissent de ces crises, nous avons besoin des institutions solides de la Vème République et particulièrement du Sénat qui incarne la stabilité.

Les Sénateurs du Groupe "*Les Indépendants - République et Territoires*" s'inscrivent dans la majorité sénatoriale, se reconnaissent dans une Droite et un Centre libéral, social, européen, réformiste et travaillent de façon libre et constructive, refusant toute opposition systématique comme tout suivisme. L'indépendance est la caractéristique de ce Groupe ainsi que le souhait de voir la France réussir.

Le Groupe "*Les Indépendants - République et Territoires*" veut être une force de proposition pour redresser notre économie, supprimer les freins à l'emploi et au développement de nos entreprises, préserver notre modèle social et le moderniser, agir pour la sécurité de nos concitoyens, soutenir l'agriculture et la ruralité, œuvrer en faveur des libertés individuelles et publiques.

Il souhaite développer le dialogue social, faire de la lutte contre le chômage sa première priorité, sauvegarder réellement notre système de protection sociale, garantir à tous le droit à la santé et l'égalité d'accès aux soins, réformer et rénover les services publics, assurer la justice fiscale, développer les politiques culturelles et la création, garantir l'égalité des carrières et des rémunérations entre femmes et hommes, assurer un vieillissement décent par un développement financé des politiques d'accompagnement de la dépendance partout sur le territoire, consacrer tous les moyens nécessaires au système éducatif pour donner de vraies chances de réussite à tous les jeunes.

Il est attaché à la diversité des territoires, à leur identité, à leur développement économique, social et culturel dans le respect des principes constitutionnels. Il est également attaché à la solidarité entre les villes, les départements, les régions, les quartiers, la ruralité, entre la métropole, les outre-mer et les français de l'étranger. Il promeut l'accès aux nouvelles technologies pour tous et dans tous les territoires.

Composé d'européens convaincus, le groupe estime que l'Europe est et doit rester une chance pour la France et que l'Union européenne doit se réformer pour mieux protéger les peuples et nous permettre de faire face plus efficacement aux défis de la mondialisation.

Conscient que la préservation de l'environnement doit être recherchée au même titre que les autres intérêts fondamentaux du pays, le Groupe œuvre pour sa protection et la sauvegarde de la diversité biologique. Il soutient la transition énergétique et défendra l'émergence des énergies renouvelables et toutes les mesures concourant à l'efficacité énergétique.

Conformément à l'article 27 de la Constitution, les membres du Groupe conservent leur liberté de vote en toutes circonstances.

LES SÉNATEURS DU GROUPE



Claude Malhuret

Sénateur de l'Allier
Président du Groupe
Ancien Ministre

- Membre de la Commission des Affaires économiques



Emmanuel Capus

Sénateur de Maine-et-Loire

- Vice-Président de la Commission des Finances
- Vice-Président de la Délégation sénatoriale aux Entreprises
- Membre du Comité de déontologie parlementaire du Sénat



Daniel Chasseing

Sénateur de la Corrèze

- Vice-Président de la Commission des Affaires sociales
- Membre de la Délégation sénatoriale aux Entreprises
- Secrétaire de la Mission d'évaluation et de contrôle de la Sécurité sociale



Jean-Pierre Decool

Sénateur du Nord

- Vice-Président de la Commission de la Culture, de l'Éducation et de la Communication



Jean-Pierre Grand

Sénateur de l'Hérault

- Membre de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées



Joël Guerriau

Sénateur de Loire-Atlantique

- Secrétaire du Sénat
- Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées



Jean-Louis Lagourgue

Sénateur de la Réunion

- Membre de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées
- Vice-Président de la Délégation sénatoriale aux Outre-Mer



Alain Marc

Sénateur de l'Aveyron

- Vice-Président de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale



Pierre Médevielle

Sénateur de la Haute-Garonne

- Vice-Président de la Commission de l'Aménagement du territoire et du Développement durable
- Vice-Président de la Délégation sénatoriale aux Droits des femmes et à l'Égalité entre les hommes et les femmes
- Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques



Colette Mélot

Sénatrice de Seine-et-Marne

- Membre de la Commission des Affaires sociales
- Vice-Présidente de la Commission des Affaires européennes



Franck Menonville

Sénateur de la Meuse

- Vice-Président de la Commission des Affaires économiques
- Membre de la Commission des Affaires européennes
- Membre de la Délégation sénatoriale aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation



Vanina Paoli-Gagin

Sénateur de l'Aube

- Membre de la Commission des Finances
- Vice-Présidente de la Délégation sénatoriale à la Prospective



Pierre-Jean Verzelen

Sénateur de l'Aisne

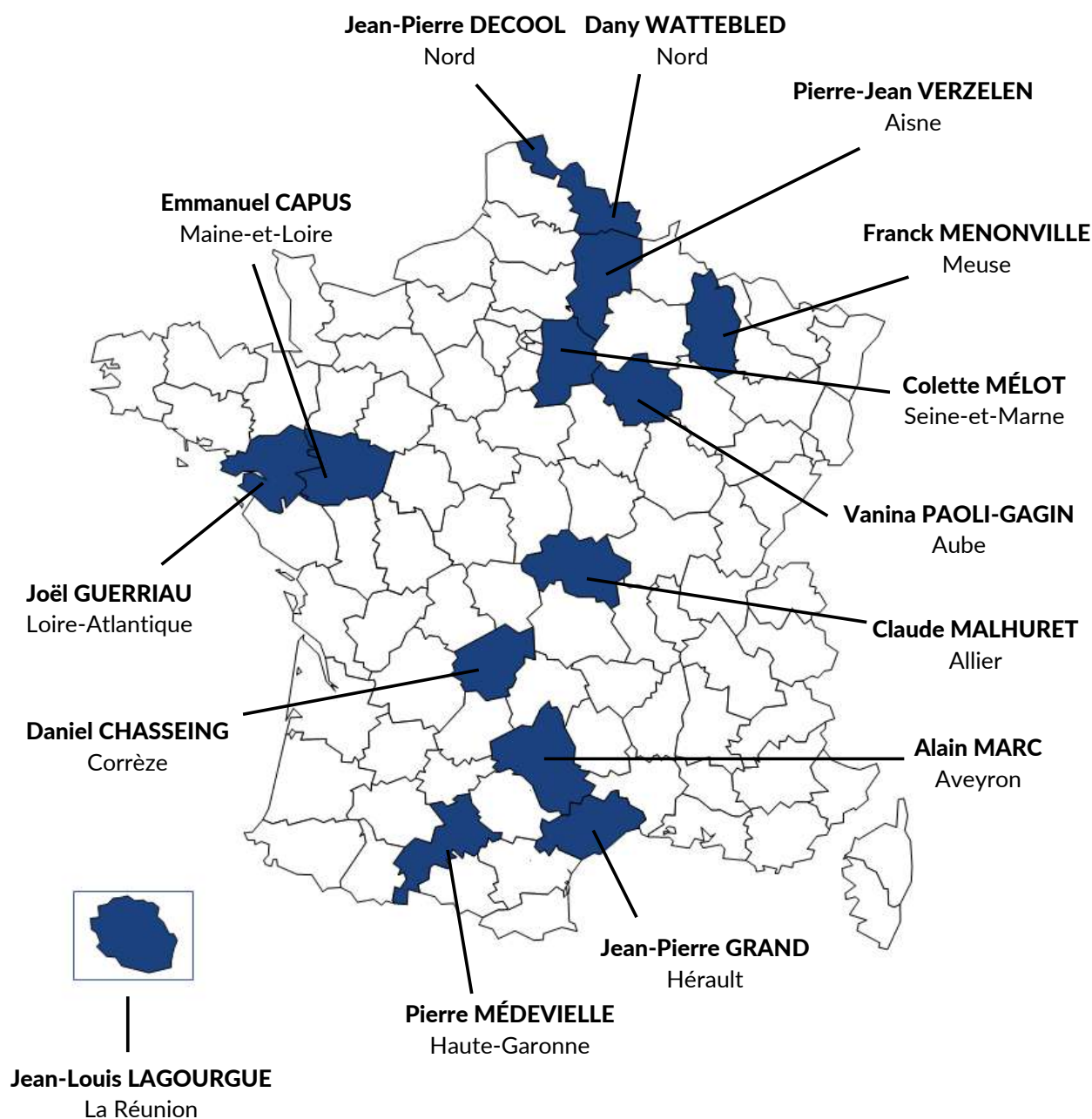
- Membre de la Commission de l'Aménagement du territoire et du Développement durable
- Vice-Président de Délégation sénatoriale aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation



Dany Wattebled

Sénateur du Nord

- Membre de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale



Le Groupe tire sa force de sa diversité et de sa cohérence. Les Sénateurs représentent des territoires métropolitains et ultramarins, urbains et ruraux. Issus de différents horizons politiques, ils sont réunis par la conviction qu'une ligne politique libérale, sociale et européenne peut et doit être défendue au Sénat afin d'accompagner les grandes réformes du Gouvernement lorsqu'elles sont justes et efficaces.

Les Sénateurs du Groupe ne sont pas seulement des femmes et des hommes politiques. Ce sont des élus de terrain, forts d'une expérience professionnelle et pratique. Ce sont des agriculteurs, avocats, chefs d'entreprise, enseignants et médecins. Leurs domaines de compétences et leurs intérêts nourrissent l'action du Groupe et contribuent à la rédaction et au dépôt de propositions d'amendements et de lois.

Surtout, les membres du Groupe forment une équipe soudée. Chacun y est libre de son vote en toute indépendance. C'est la marque de fabrique du Groupe. C'est aussi le fondement de notre action parlementaire à la fois humaniste et réformiste.

10 thématiques au cœur de l'engagement des Sénateurs

COLLECTIVITÉS LOCALES ET COHÉSION DES TERRITOIRES

Le développement des territoires, quelles que soient leurs spécificités, ainsi que la recherche de solutions efficaces et réalistes pour les collectivités locales et territoriales, représentent le cœur de l'engagement du Groupe depuis sa création. La richesse de nos territoires fait de leur cohésion un véritable enjeu pour la France et pour les citoyens.

La décentralisation représente toujours un objectif à atteindre pour le Groupe qui a eu l'occasion de développer sa vision et de faire des propositions concrètes émanant du terrain. Ainsi, tout en rappelant l'importance de l'unité de la République française et du respect de la diversité de nos territoires, **les Sénateurs du Groupe ont souligné la nécessité de traduire la décentralisation par une subsidiarité ascendante**. Ils ont identifié le bloc communal comme étant l'échelon de base d'une décentralisation réussie et efficace pour chacun. Pour le Groupe, **le travail doit s'articuler autour d'un triptyque simple : compétence, responsabilité et financement**. Une décentralisation ambitieuse doit s'accompagner de transferts de compétences, de la liberté d'action qu'entraîne la responsabilité, et enfin du transfert de ressources adaptées pour une indispensable autonomie financière.

Une politique en faveur d'une décentralisation émanant des territoires eux-mêmes très au fait de leurs spécificités, de leurs problématiques et de leurs besoins

Les Sénateurs ont également plaidé pour un partage de bonnes pratiques. La péréquation fut un point central des propositions du Groupe, tout comme l'importance de chaque échelon des collectivités territoriales dans le processus de décentralisation. **Les maîtres-mots étant stabilité et souplesse, le Groupe a soutenu le rôle d'un conseiller territorial**, rouage facilitateur d'un dialogue constructif entre l'État et les collectivités territoriales.

Renforcement des synergies entre conseils municipaux et communautaires : adoption au Sénat d'une proposition de loi du Groupe

Ce travail a été repris et incorporé par le Gouvernement dans le *projet de loi Engagement et Proximité* qui a été définitivement adopté en décembre 2019. Lors des débats concernant cette loi, **le Groupe a clairement exprimé son soutien à l'engagement des maires et a soutenu leur place centrale dans l'action publique locale**. Rappelant le sentiment mitigé, voire négatif, ressenti par les élus locaux, au premier rang desquels les maires, lors du transfert de certaines de leurs compétences à d'autres échelons, le Groupe a souligné l'importance de leur laisser la plus grande liberté en rappelant la confiance que placent en eux les citoyens.

Le Groupe s'est approprié le sujet de la propagande électorale en déposant une proposition de loi adoptée au Sénat en février 2020. Cette proposition de loi, bien accueillie, vise à **simplifier l'action des maires concernant l'affichage lors des élections**. Cette initiative répond aux difficultés rencontrées par les élus lors des dernières élections, notamment européennes, où le nombre de candidatures était important et posait des problèmes pratiques, tout particulièrement pour les petites communes.

Pendant l'état d'urgence sanitaire et durant la gestion de la crise, le Groupe a soutenu les actions mises en œuvre par les collectivités territoriales et s'est attaché au maintien des services publics primordiaux, tels que La Poste, indispensables notamment dans les territoires ruraux.

Un nouvel acte de décentralisation proposé par le Gouvernement avec le projet de loi 3DS (Différenciation, Décentralisation, Déconcentration et portant diverses mesures de Simplification de l'action publique locale)

Alors que les élus locaux redoutaient un nouveau bouleversement, cette loi a été l'occasion d'adapter diverses dispositions existantes. Le Groupe a ainsi porté le rétablissement de l'expérimentation de la recentralisation du Revenu de Solidarité Active (RSA) pour les départements qui le souhaiteraient.

Au cours de l'examen de ce texte comme de bien d'autres, les Sénateurs du Groupe se sont efforcés de défendre leur conviction : **les élus locaux ont avant tout besoin de simplicité et de stabilité.**



Toutes les interventions
du Groupe sur ce thème



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un dialogue efficace entre l'État et les territoires : une nécessité pour un aménagement du territoire répondant aux attentes des citoyens et respectant l'environnement

Dès sa création, le Groupe a marqué son **attachement à la question environnementale en la traitant de manière transversale.**

Les Sénateurs du Groupe défendent l'idée d'une **écologie libérale de progrès où les solutions résident dans l'innovation et les investissements bien dirigés.** Ils se sont positionnés très tôt pour faire de notre relance un outil de transition. Leur approche des tensions géopolitiques leur a également permis de mettre en garde sur l'impact de ces dernières face aux enjeux climatiques.

C'est dans cette optique que les Sénateurs ont abordé le projet de loi Climat et Résilience pour lequel ils ont souhaité prendre en compte les réalités du terrain afin qu'une application au sein des territoires soit possible

Les Sénateurs se sont penchés sur de nombreux sujets et ont permis de bonnes avancées. **Guidé par l'importance de territorialiser les solutions, le Groupe a travaillé à l'amélioration des dispositifs prévus pour lutter contre l'artificialisation des sols.** Partageant cet objectif, les Sénateurs ont souhaité trouver des équilibres plus fins prenant en compte les spécificités, les besoins et les efforts déjà fournis par les territoires dans ce domaine. Ce sujet constitue toujours un engagement fort de leur part.

Lors de la *Loi d'Orientation des Mobilités dite « LOM »*, le Groupe a apporté son soutien aux nouvelles mobilités. Les Sénateurs considèrent que **l'intermodalité et la multimodalité sont des solutions intéressantes et ont encouragé le recours aux transports fluvial et maritime.** Des regrets ont été émis sur le volet hydrogène, qui manque encore d'ambition. Il a été rappelé que la réussite d'une mobilité durable et juste ne se ferait que grâce aux territoires et au respect de leurs spécificités. Dans cette perspective, le Groupe s'est positionné en faveur de financements et d'investissements mieux encadrés dans la loi, ce qui n'a malheureusement pas été entendu.

Plus largement, sur les transports et leurs infrastructures, le Groupe a encouragé le ferroviaire et une concurrence libre et loyale concernant le transport de voyageurs. **Les usagers ont été au centre des préoccupations du Groupe, qui a aussi fait adopter une proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens.** Tout en ne remettant pas en cause ce droit à valeur constitutionnelle, le texte permet la continuité du service public, en améliorant notamment l'information des voyageurs, des institutions et des entreprises.

La loi relative à l'économie circulaire et contre le gaspillage fut l'occasion pour les Sénateurs de relever l'urgence de la situation de la gestion des déchets. Ils ont mis en avant la responsabilité de tous les acteurs (État, collectivités, industriels et consommateurs) dans la lutte contre cette pollution. Ils ont soutenu le principe du pollueur-payeur et le régime de la responsabilité élargie du producteur dont ils souhaitent une application universelle. Le Groupe a abordé les possibles difficultés de gestion de consignes pour les collectivités, l'importance de mettre fin aux dépôts sauvages, le recyclage du plastique et la fin de son usage unique.

Lors de l'examen du *projet de loi Énergie - Climat*, les Sénateurs ont plaidé pour un bouquet énergétique décarboné où les énergies s'équilibrent et se complètent. Ils ont encouragé le développement des énergies renouvelables tout en précisant les problématiques futures du nucléaire et les solutions envisagées. Une attention particulière a été portée à l'hydrogène, que le Groupe regrette de ne pas voir mieux exploité. Concernant le biogaz, un rappel a été fait sur l'importance de la filière agricole et son potentiel futur. D'autres sujets ont été portés : la fixation du budget carbone par la loi ; le rôle de nos territoires et de nos entreprises ; la fixation par le Parlement des objectifs et de la stratégie à venir pour la rénovation énergétique des bâtiments.

La place des élus locaux et la solidarité entre territoires est une des clefs de voûte de la vision du Groupe

Ceci a été rappelé à plusieurs reprises, notamment lors de la *proposition de loi concernant la réforme du régime de catastrophes naturelles*. Le Groupe a réaffirmé l'importance de l'urgence climatique et les impacts multiples qui en découlent. Les débats sur la création de l'Agence nationale de la cohésion des territoires a permis au Groupe de **défendre la nécessité d'une simplification dans le domaine, une relation plus forte entre État et collectivités, et une autonomie des territoires**, tout en regrettant un projet trop peu ambitieux.

La promotion d'une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne, le respect des engagements de l'accord de Paris par la France, la lutte contre les passoires énergétiques sont autant de sujets dont le Groupe s'est saisi. La biodiversité et sa défense ont également été abordées avec un travail important lors de la création de l'Office français de la biodiversité. Il en a été de même concernant la mise en place de l'écotaxe au niveau de la Collectivité européenne d'Alsace avec un encadrement important sur les effets de bords concernant les territoires limitrophes. Les Sénateurs se sont également prononcés sur l'empreinte environnementale du numérique rappelant que le numérique était un atout dans la transition et vers la neutralité carbone, mais qu'il fallait développer sa sobriété.



Toutes les interventions
du Groupe sur ce thème



FINANCES PUBLIQUES, TRAVAIL ET EMPLOI

L'économie française a été durement éprouvée par la crise sanitaire. La politique de soutien mise en œuvre, dans un contexte de taux d'intérêt nuls et dans une situation épidémique alarmante, a permis de sauver nos entreprises et nos emplois alors que l'économie mondiale freinait brutalement. En sortie de crise, la surchauffe de l'économie, aggravée par la guerre en Ukraine et les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, a entraîné inflation et relèvement des taux d'intérêt. **Le « quoi qu'il en coûte », indispensable pendant la crise, n'est désormais plus tenable.**

Le niveau d'endettement du pays obère notre souveraineté nationale, compromet notre liberté d'action et engourdit la puissance publique

La situation budgétaire de la France, caractérisée par un taux d'endettement très élevé, autour de 112% du PIB, est alarmante. **C'est pourquoi nous plaidons pour une politique ambitieuse de désendettement afin de redonner à l'État les moyens de faire face aux défis du XXI^e siècle**, au premier rang desquels l'accélération de la transition écologique et le maintien de la sécurité nationale. Cela impose de ramener, à moyen terme, les dépenses en-deçà des recettes publiques.

Bien que le désendettement public demeure notre priorité, **le Groupe a toujours su faire preuve de responsabilité et voter les mesures d'urgence lorsque la situation la commandait.** C'est dans cette logique nous avons soutenu le Gouvernement, tant lors de la crise sociale des Gilets Jaunes que lors de la crise sanitaire et économique liée à la Covid-19, en votant les dispositifs exceptionnels soumis au Parlement. Il s'agissait pour le Groupe de défendre l'unité nationale pour préserver l'ordre républicain dans un moment de crise sans précédent. Ces mesures exceptionnelles ont malheureusement atténué les efforts déployés par le Gouvernement, au début du précédent quinquennat, pour maîtriser le déficit et l'endettement publics.

Les critères de Maastricht – déficit public inférieur à 3% du PIB, dette publique inférieure à 60% du PIB – paraissent hors d'atteinte à court terme. Pourtant, nous aurions tort de préférer remettre en question nos engagements européens plutôt que d'assainir nos finances publiques. **Le désendettement du pays doit être engagé par la réduction des dépenses publiques et la croissance économique plutôt que par l'augmentation des impôts.** En effet, malgré les réformes du Gouvernement lors du précédent quinquennat, la pression fiscale demeure trop élevée : avec des prélèvements obligatoires à hauteur de 45% du PIB, la France reste championne du monde en la matière. Nous nous opposons à toute hausse d'impôts qui restreindrait le pouvoir d'achat des Français et la capacité d'investissement des entreprises.

C'est pourquoi la réduction des dépenses publiques semble l'option la plus raisonnable. Aujourd'hui, c'est l'État qui porte l'essentiel du déficit public. Et pour cause : c'est lui qui a assumé l'essentiel des mesures de sauvetage de l'économie. Cependant, indépendamment des nécessaires mesures prises au plus fort de la crise, **le déficit structurel n'a cessé de croître au cours des dernières années.** Il faut donc désormais diminuer les dépenses non conjoncturelles par la réforme de l'État. Le Groupe est attaché à un État fort dans ses missions régaliennes et soutient les augmentations prévues dans ces domaines, notamment l'armée, la police et la justice.

Le Groupe a forgé la conviction que la transition énergétique constitue un défi majeur pour notre pays et d'un avantage compétitif pour l'Europe

Cet impératif ne doit toutefois pas nous affranchir de discipline budgétaire : nous voulons réduire à la fois la dette climatique et la dette publique.

Le Groupe veille ainsi à ce que la fiscalité verte ne se matérialise pas que par des hausses d'impôts, surtout lorsque ces hausses d'impôts frappent d'abord les Français et les territoires les plus fragiles. La transition énergétique doit être perçue comme une opportunité pour tous, et non comme un fardeau inégalement réparti.

Le Groupe soutient la politique du Gouvernement consistant à **diminuer le poids des prélèvements obligatoires tout en contenant les déficits publics** : s'ils n'ont pas à ce stade permis de diminuer le taux d'endettement, notamment à cause de la crise sanitaire, ces efforts ont stimulé l'économie en dynamisant à la fois l'investissement et la consommation. Ainsi, nous avons soutenu le remplacement de l'ISF par l'IFI, l'instauration d'une flat tax sur les revenus du capital, l'alignement du taux d'impôt sur les sociétés sur la moyenne européenne ou encore l'allègement de l'impôt sur le revenu pour les plus modestes.

En tout état de cause, le Groupe reste guidé par le pragmatisme et se refuse à tout positionnement dogmatique

Ainsi, malgré les réserves de principe sur la suppression de la taxe d'habitation qui coupe le lien fiscal unissant le citoyen et les collectivités territoriales, nous ne nous sommes pas opposés à la réforme de la fiscalité locale engagée par le Gouvernement. De même, **la diminution des impôts de production est une mesure salubre pour la réindustrialisation de nos territoires, mais qui a pour conséquence de priver les collectivités territoriales de ressources directes**. Le Groupe soutient ces réformes structurelles et veille à ce qu'elles ne se fassent pas aux dépens des collectivités et permettent au contraire leur autonomie financière.

Le Groupe défend les intérêts des territoires à chaque automne budgétaire

Les Sénateurs ont ainsi proposé des dispositifs visant à **favoriser l'activité économique dans les territoires, à augmenter l'autonomie financière des collectivités territoriales et à encourager l'engagement sociétal des entreprises**. Ainsi, ils se sont opposés à la mesure visant à restreindre le mécénat d'entreprise car nous considérons qu'il s'agit d'un dispositif tout à la fois utile pour soulager les dépenses des collectivités territoriales tout en impliquant les acteurs privés dans des actions d'intérêt général au niveau local.

C'est dans cette même logique que le Groupe a porté une proposition ambitieuse pour **mettre à profit la sur-épargne des Français accumulée pendant la crise sanitaire**. En effet, alors que les mesures sanitaires freinaient brutalement la consommation et que les dispositifs de soutien à l'économie préservaient les revenus, les particuliers ont massivement épargné. L'« épargne Covid » a été estimée en mars 2022 par la Banque de France à 175 milliards d'euros, alors que le Gouvernement déployait dans le même temps un plan de relance de 100 milliards d'euros, financés sur deniers publics par de la dette. Déposée par le Groupe, **la proposition de loi visant à orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux permettrait tout à la fois de réduire l'endettement public, d'accélérer la transition écologique et de responsabiliser les acteurs locaux**. Cette manne exceptionnelle, qui résulte directement de la politique mise en place par le Gouvernement pour protéger les Français, doit désormais être mobilisée en faveur des ambitions réformatrices que nous nourrissons pour le pays : désendettement de l'État, réindustrialisation des territoires, décarbonation de l'économie, décentralisation des décisions.



AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

En matière de santé et de politique sociale, le Groupe poursuit trois objectifs : **favoriser l'accès à la santé pour tous les Français**, notamment en luttant contre les déserts médicaux, **améliorer l'insertion professionnelle** et **protéger les plus vulnérables**.

Afin de renforcer l'accès à la santé, il faut améliorer le maillage territorial des professionnels de santé et leur bonne coordination, en favorisant les délégations de compétences

Le Groupe a soutenu les mesures de revalorisations salariales des personnels soignants, médico-sociaux et sociaux, lors de l'examen du *projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2022*. Dans la continuité d'un amendement adopté en 2019 prévoyant un stage dans les déserts médicaux pour les internes en dernière année de médecine, **plusieurs Sénateurs du Groupe ont déposé une proposition de loi en juin 2022 qui apporte des solutions d'urgence et de plus long terme pour favoriser l'équilibre de la démographie médicale dans nos territoires**.

Si les Sénateurs ont voté en faveur du remboursement de séances chez un psychologue agréé lors du *PLFSS pour 2022*, ils sont aussi sensibles à la crise que traverse le secteur de la psychiatrie, en particulier de la pédopsychiatrie. Aussi **le Groupe est favorable au développement d'équipes mobiles pour renforcer l'offre existante** qui se révèle insuffisante, en particulier dans les zones rurales.

À l'automne 2021, le Groupe a voté en faveur de la gratuité de l'accès à la contraception pour les femmes âgées de moins de 26 ans, tout en proposant d'étendre cette mesure aux jeunes hommes.

Pénurie de médicaments et de vaccins : une mission d'information sur le sujet lancée par le Groupe

Le rapport de cette mission, publié en novembre 2018, présente des recommandations claires pour **sécuriser l'accès des Français aux produits de santé en relocalisant une partie des chaînes de production sur notre territoire**. L'épidémie de Covid-19 a clairement montré les limites de notre souveraineté sanitaire et les risques inhérents à notre dépendance vis-à-vis des puissances étrangères telles que la Chine dans l'approvisionnement de notre pays en médicaments, vaccins et matériaux de production.

À plusieurs reprises, les Sénateurs du Groupe ont alerté le Gouvernement sur le renoncement aux soins, qui est un problème de santé publique majeur que nous devons prévenir, par exemple en développant la télémédecine, en limitant les pratiques de remboursement différencié des mutuelles et en encourageant les partages de compétences entre professionnels de santé, mesures que le Groupe défend régulièrement lors de l'examen annuel des comptes sociaux.

Favoriser le retour à l'emploi des personnes bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) : adoption d'une proposition de loi déposée par le Groupe

En matière d'insertion professionnelle, cette proposition de loi, adoptée au Sénat en avril 2021, autorise de façon expérimentale le cumul entre RSA et revenus du travail pendant 12 mois, durée ramenée à 6 mois en séance publique, contre 3 mois actuellement. L'objectif est de **sécuriser les reprises d'activité** et la stabilité des aides annexes pour aider les personnes en situation de précarité à retrouver une stabilité économique et financière.

Sensible aux besoins particuliers de protection des personnes les plus vulnérables, le Groupe s'est mobilisé lors de l'examen du *projet de loi relatif à la protection des enfants* adopté en janvier 2022, en s'appuyant sur le rapport "À (h)auteur d'enfants" remis au Ministre le 16 novembre 2021, proposant notamment que chaque enfant de l'aide sociale à l'enfance puisse bénéficier annuellement d'un rendez-vous chez un psychologue, afin de prévenir et détecter les comportements à risque, notamment la prostitution.

Lors de débats sur les violences faites aux femmes, le Groupe a rappelé **la nécessité de renforcer la formation des professionnels pour mieux détecter et prendre en charge les femmes victimes de violences psychologiques, économiques et/ou physiques**, mais également la surveillance et la prise en charge des agresseurs pour éviter les récidives.

La protection des séniors et la prise en charge de la dépendance est un volet important de l'action du Groupe en matière de politique sociale

Lors de l'examen du *PLFSS pour 2022*, les Sénateurs du Groupe ont déposé un amendement, adopté par le Sénat, visant à ouvrir les Pôles d'activités et de soins adaptés des EHPAD aux personnes âgées à domicile souffrant de troubles cognitifs. Pour améliorer de façon effective la prise en charge des personnes âgées dépendantes et les conditions d'exercice des salariés, les Sénateurs du Groupe sont favorables à une augmentation importante de la masse salariale du personnel en EHPAD pour atteindre un niveau d'encadrement global de 0,7 à 0,8 soignant par pensionnaire.

Le Groupe souhaite favoriser autant que possible le maintien à domicile, souhait partagé par une majorité des Français, à travers le développement du secteur de l'aide à domicile. Les Sénateurs saluent la création de la cinquième branche de l'assurance maladie, tout en plaidant pour un financement qui soit à la hauteur des besoins d'adaptation de notre société au vieillissement.

Lors de l'examen du *PLFSS pour 2019*, **les Sénateurs du Groupe ont déposé un amendement visant à assurer aux retraités situés sous le niveau médian une revalorisation à hauteur de l'inflation.** Ce filet de sécurité à l'égard des retraités les plus modestes a été repris par le Gouvernement lors du *PLFSS pour 2020*. Le Groupe a également soutenu la *proposition de loi relative à la revalorisation des retraites agricoles*, soulignant l'importance d'une application rapide de cette réforme indispensable à l'amélioration du niveau de vie des retraités agricoles, aujourd'hui plongés dans une situation de véritable misère sociale.



Le Groupe a apporté son soutien au Gouvernement pour le renforcement du budget de la Défense

Ces augmentations, prévues par la loi de programmation, étaient nécessaires, et même indispensables. Après le Brexit, la France est désormais le principal pilier de la défense européenne, il était essentiel de veiller à l'entretien de nos forces. Nous continuerons d'y veiller.

Considérant que le développement est un **moyen efficace de prévenir l'apparition de conflits dans des zones défavorisées**, le Groupe a soutenu l'adoption du **projet de loi de programmation de l'aide française au développement**. Cette loi a fixé les niveaux de dépense de notre pays en la matière et a précisé son pilotage, afin que l'action de la France ait une efficacité maximale.

Au sujet de l'OTAN, les Sénateurs du Groupe ont pu affirmer qu'elle n'était pas incompatible avec une défense européenne, bien au contraire : elles gagneraient à travailler ensemble.

Attentif au respect du droit international, le Groupe a interpellé le Gouvernement à propos de l'extraterritorialité du droit américain qui porte une atteinte sérieuse au commerce international et à l'intérêt de nos entreprises. Il a **condamné avec la plus grande fermeté l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022**. La force ne doit jamais primer sur le droit. Aussi les Sénateurs du Groupe soutiennent pleinement l'action du Président de la République pour la construction de **l'autonomie stratégique européenne**.

Le Groupe a continué de défendre auprès du Gouvernement un État fort dans ses missions régaliennes

Les budgets dédiés à la Justice, à la sécurité intérieure et à l'action extérieure sont essentiels pour garantir l'efficacité des mesures prises par l'État et son autorité. Le Groupe a ainsi voté **en faveur de l'augmentation significative du budget de la Justice**.

Pour garantir la sécurité de nos concitoyens et le maintien de l'ordre public, la police et la gendarmerie nationale doivent bénéficier des moyens, matériels et humains, leur permettant de faire face à leurs missions et à leur niveau de sollicitation. **Dans le contexte sécuritaire particulièrement tendu que connaît notre pays, les Sénateurs du Groupe ont demandé davantage de moyens pour nos forces de l'ordre**.

Les Sénateurs du Groupe ont examiné avec beaucoup d'attention la proposition de loi dite *Sécurité Globale*. Rappelant qu'ils sont attachés à la **protection des membres des forces de l'ordre et de leur famille**, les Sénateurs ont manifesté leur égal attachement à la **préservation des libertés de nos concitoyens**. Les apports du Sénat ont permis de parvenir à une solution équilibrée soutenue par le Groupe.

Prenant acte de la nécessité d'actualiser la loi de 1905 sur la laïcité, les Sénateurs du Groupe ont soutenu le *projet de loi confortant le respect des principes de la République*, dit *Séparatismes*. Les Sénateurs du Groupe ont voté en faveur des mesures de **lutte contre les influences étrangères** ainsi que de celles qui réaffirment l'essentielle égalité entre les femmes et les hommes. La liberté religieuse doit être garantie, elle ne saurait toutefois conduire à mettre en péril les fondamentaux de notre Nation.

Le Groupe a soutenu l'adoption du *projet de loi pour la confiance dans l'institution judiciaire*. Il comportait diverses améliorations comme la suppression des réductions de peine automatiques, ou encore la limitation de la durée des enquêtes préliminaires, et le renforcement de sa confidentialité. Néanmoins le Groupe a manifesté son opposition aux dispositions qui ont entraîné l'affaiblissement du secret professionnel de l'avocat.

Attentif aux mouvements de la société, le Sénat a examiné plusieurs textes visant à préciser le régime de l'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental trouvant son origine dans la consommation de stupéfiants. Ces textes ont été l'occasion pour les Sénateurs du Groupe de rappeler leur position ferme et constante : **la consommation volontaire de substances psychoactives ne doit pas exonérer un individu de sa responsabilité pénale**. Le régime de l'irresponsabilité pénale a toute sa place au sein de notre législation pénale mais il ne doit en aucun cas être instrumentalisé.



Toutes les interventions
du Groupe sur ce thème



AGRICULTURE

Les Sénateurs ont rappelé qu'il était absurde d'opposer agriculture et écologie

Durant l'examen du *projet de loi EGAlim*, les Sénateurs du Groupe ont également **appelé à une meilleure valorisation du travail des agriculteurs**. À cet égard, ils ont défendu des amendements visant à renforcer l'information des consommateurs. Le Groupe a tenté de favoriser les circuits courts, en s'appuyant notamment sur la restauration collective. Lors de l'étude de la *proposition de loi EGAlim 2*, conscients des lacunes et des limites de la loi précédente, les Sénateurs du Groupe ont encore plaidé en faveur d'une meilleure rémunération des agriculteurs et d'une stabilisation du système agro-alimentaire. **Le niveau de vie de nos agriculteurs a été à nouveau appuyé par le Groupe au moment de la revalorisation des pensions de retraites agricoles.**

En proposant de renforcer la lutte contre l'artificialisation des sols, tout en respectant les spécificités territoriales, et en plaidant pour une gestion stratégique de l'eau, **Les Sénateurs du Groupe ont voulu partager leur vision de l'agriculture : celle d'une activité essentielle au pays et capable de s'engager à plein pour l'économie et l'environnement**. Dans le contexte de lutte contre l'artificialisation des sols et de neutralité carbone, **les Sénateurs du Groupe se sont montrés favorables à la définition d'un cadre juridique pour l'agrivoltaïsme où l'agriculture reste l'activité principale**. Le Groupe a voté majoritairement en faveur de la dérogation concernant d'utilisation des néonicotinoïdes, prévue par le droit européen, en réclamant un encadrement strict, une évaluation annuelle et des moyens au service de la recherche et de l'innovation afin de trouver des alternatives efficaces aux produits phytopharmaceutiques nocifs pour la santé.

L'activité agricole est grandement fragilisée par le dérèglement climatique et les événements extrêmes qu'il entraîne. Lors du *projet de loi portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture*, le Groupe s'est positionné **en faveur d'un système assurantiel solide, efficace et réactif**. La France doit se doter d'outils de gestion des risques climatiques qui allient mutualisation et attractivité, et qui s'adaptent aux diversités de l'agriculture française. Les Sénateurs ont cependant rappelé que la gestion des risques doit contenir davantage de dimensions.

Le Groupe s'est aussi emparé de la question du foncier agricole

Les Sénateurs sont à l'origine d'un débat au Sénat en février 2020 : « *Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ?* ». Ce fut l'occasion de mettre en lumière les attentes des divers acteurs du monde agricole ainsi que les enjeux autour de ce sujet. Ceci a pu être utilisé dans le cadre de l'examen de la *proposition de loi portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole au travers de structures sociétaires* où le Groupe a proposé une **vision d'équilibre entre la liberté d'entreprendre et la mise à jour d'une régulation empêchant les excès observés dans les formes sociétaires**. Les Sénateurs du Groupe restent persuadés de la nécessité d'une grande loi sur le sujet.

La préservation de l'environnement est l'une des priorités majeures du Groupe. Les dernières années ont été marquées par des événements climatiques extrêmes qui ont eu un lourd impact sur notre filière agricole. **Le Groupe a eu l'occasion de rappeler le caractère essentiel de l'agriculture française et la nécessité de mieux rémunérer nos agriculteurs**. La France et l'Union européenne doivent demeurer souveraines en matière agro-alimentaire.



Toutes les interventions
du Groupe sur ce thème



AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Le projet de loi ELAN a été l'occasion pour les Sénateurs du Groupe d'affirmer la nécessité d'une libéralisation progressive du secteur du logement qui soit respectueuse des avancées sociales

Conscient du rôle fondamental du maire dans la réussite de l'aménagement du territoire, **le Groupe a soutenu le maintien de l'avis conforme du maire comme préalable à tout transfert de compétence d'autorisation d'urbanisme.** Le logement étant aussi l'un des principaux pivots de la transition énergétique, où les enjeux économiques rejoignent les enjeux écologiques, les Sénateurs ont soutenu la lutte contre les passoires énergétiques.

Le Groupe a continué de défendre une position d'équilibre lors de l'examen du projet de loi *Énergie Climat*

Le Parlement a été réintégré dans sa fonction directrice de la politique énergétique de la France, et **les Sénateurs ont plaidé en faveur d'un mix énergétique permettant de préserver l'environnement tout en diversifiant nos sources d'énergie.**

Tout en encourageant le développement des énergies renouvelables, les Sénateurs du Groupe ont rappelé la place indispensable du nucléaire dans le mix énergétique de la France. Ils se sont exprimés en faveur de sa prise en compte au sein de la taxonomie verte européenne, soulignant la nécessité de financements et d'investissements dans cette énergie. L'angle de la sûreté a également été abordé.

L'hydroélectricité, autre source d'énergie renouvelable importante pour le pays, fut l'objet d'échanges nourris. La question des infrastructures est centrale et doit être prise en compte pour la défense de nos intérêts stratégiques, ce que les Sénateurs ont défendu. C'est d'ailleurs le point de vue qui a prévalu lors de leur vote en faveur du prolongement de la concession du Rhône attribuée à la Compagnie nationale du Rhône (CNR). **L'hydroélectricité a montré ses effets positifs sur l'économie, l'industrie et l'écologie.**

La question de la précarité énergétique des ménages a été l'occasion pour le Groupe de souligner à nouveau que les impératifs économiques et écologiques sont compatibles : **pour lutter contre la précarité énergétique, il est nécessaire d'encourager la rénovation thermique des logements.**



Toutes les interventions
du Groupe sur ce thème



UNION EUROPÉENNE

Le Groupe place l'exigence d'Union européenne au centre de ses réflexions et de ses choix politiques

Le Groupe défend **une France active dans une Union européenne dynamique, souveraine et puissante au service des citoyens.**

Face à la pandémie de Covid-19 et à la guerre en Ukraine, les Sénateurs du Groupe prônent la solidarité et la souveraineté de l'Union européenne. Ils ont apporté leur **soutien à la construction de l'Europe de la santé et à une réflexion sur la politique extérieure.**

Les négociations du cadre financier pluriannuel furent l'occasion de rappeler la position du Groupe : un budget renforcé, notamment à l'endroit des nouvelles politiques européennes ; des politiques historiques suffisamment équipées pour répondre aux enjeux ; un système de ressources propres effectif ; la suppression des rabais. Ces réflexions ont été approfondies lors des discussions autour du Plan de Relance. Le Groupe, tout en soutenant l'emprunt commun, a rappelé que les ressources propres étaient indispensables tout comme la gestion de la dette, la réduction des dépenses publiques et la responsabilité face aux contributions.

Le Brexit est un point de préoccupation régulier des Sénateurs du Groupe

Les efforts des négociateurs et le maintien de l'union et la fermeté ont été salués. Depuis la signature de l'accord, le Groupe reste très attentif à sa bonne application. Les Sénateurs ne manquent pas de mettre en lumière les blocages comme pour les problèmes multiples autour de la pêche, les ports et les transports au sujet des vagues migratoires, ou encore de l'application du protocole Nord irlandais.

Le Groupe apporte son soutien aux nouveaux objectifs européens en matières environnementale et numérique

Au premier rang desquels l'ambition de neutralité carbone à l'horizon 2050, la nécessité de se doter d'un mécanisme carbone aux frontières de l'Union européenne ou de changer les règles fiscales numériques. L'équilibre avec les politiques historiques est aussi au cœur des préoccupations du Groupe. Ainsi, les Sénateurs ont rappelé que la souveraineté agricole passait par une PAC solide. À ce titre, ils ont demandé une révision de la stratégie *Farm to Fork*. La politique énergétique, sa transition et son financement sont essentiels pour le Groupe qui a défendu la place du nucléaire dans la taxonomie verte européenne et le développement des énergies renouvelables. Un travail de réflexion a été effectué en direction de la jeunesse, notamment d'Erasmus +. Le Groupe a aussi porté un rapport sur l'amélioration de la mobilisation des fonds européens.


Lors des élections européennes le Groupe a rappelé la **nécessité de lutter contre la désinformation et d'avoir des dirigeants européens incarnant l'avenir.** Le Groupe a salué les nominations du Commissaire français et de la Présidente de la BCE.

Le Groupe a abordé d'autres sujets variés en gardant à l'esprit la vision qui lui est chère d'une Europe unie, déterminée et indépendante

Ainsi, les Sénateurs ont salué l'annonce d'une politique industrielle européenne en précisant rester attentifs à sa mise en œuvre et à la nécessité d'une révision des règles de concurrence.

 UNION EUROPÉENNE

Le Groupe a alerté sur l'importance d'une réponse claire et unique à l'endroit de la Chine, de la Turquie et de la Russie, et de la nécessaire boussole stratégique. Il a marqué son **soutien à une politique et une industrie de la défense européennes, à un approfondissement de l'Union économique et monétaire, ainsi qu'à une refonte du processus d'adhésion à l'Union européenne.** Les Sénateurs du Groupe ont attiré l'attention sur une Europe sociale, pendant vital d'une Europe économique. Ils ont évoqué le risque réel de fragmentation de l'Union européenne, conséquence de l'impossibilité de trouver une réponse commune à la question migratoire en suggérant un équilibre entre responsabilité et solidarité. Enfin, **conscient de l'importance d'un tel temps fort, le Groupe soutient la Présidence française du Conseil de l'Union européenne et souhaite des avancées significatives.**

 Toutes les interventions
du Groupe sur ce thème



CULTURE, ÉDUCATION, COMMUNICATION, SPORT

L'action du Groupe en matière culturelle s'inscrit dans la lignée politique de démocratisation culturelle initiée par André Malraux

En favorisant la diffusion des œuvres artistiques et l'accès à la création sur l'ensemble du territoire et parmi tous les publics, il s'agit non seulement de transmettre, mais aussi de renouveler un héritage qui nous rassemble, nous grandit et nous dépasse. En accord avec cette ligne, le Groupe avait déposé une *proposition de loi pour une philanthropie à la française*, visant à valoriser l'implication des entreprises en faveur des projets d'intérêt général, ainsi qu'un débat parlementaire sur le mécénat territorial au service des projets de proximité.

Les Sénateurs du Groupe ont soutenu la *proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du Patrimoine* dont l'application permettra de **protéger et valoriser le patrimoine remarquable local constitutif de la richesse et de l'identité culturelle de notre pays**. Lors de l'examen de la *proposition de loi portant création d'un Centre National de la Musique*, le Groupe a déposé un amendement visant à garantir la parité au sein du conseil professionnel du CNM. Les Sénateurs ont également salué l'adoption en février 2022 du *projet de loi visant à restituer des biens culturels spoliés par les nazis* et invitent le Gouvernement à poursuivre les recherches de provenances des œuvres d'art des collections françaises et à l'étendre aux instruments de musique.

La question du vivre ensemble comme élément central de l'action du Groupe en matière de politique éducative avec le lancement d'une mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyber-harcèlement

La remise du rapport de la mission d'information lancée par le Groupe a été suivie d'un débat dans l'hémicycle, afin de **mobiliser l'ensemble de la société contre ce fléau, en proposant notamment de faire de la lutte contre le harcèlement à l'école une grande cause nationale**.

Parce qu'un système éducatif performant, inclusif et réactif représente à la fois un puissant levier d'émancipation individuelle et de progrès social, **l'action du Groupe s'inscrit dans la volonté d'offrir à tous les élèves, quelles que soient leurs origines géographique et sociale, des moyens d'apprentissage modernes et adaptés, de garantir à tous un accès au savoir dans les meilleures conditions possibles, et cela tout au long de la vie, et d'encourager le développement d'une offre pédagogique en phase avec les besoins du marché du travail**.

Les Sénateurs ont par ailleurs voté en faveur de la *proposition de loi visant à créer la fonction de directeur d'école*, qui apporte du temps supplémentaire dans le cadre de leur décharge d'enseignement, renforce leur niveau de formation et instaure un cadre juridique clair destiné à faciliter et accompagner l'exercice de leur mission.

Dans le cadre de l'examen de la *proposition de loi sur l'encadrement du téléphone portable dans les écoles et les collèges*, en juillet 2018, les Sénateurs du Groupe avaient déposé des amendements visant à protéger l'exposition des enfants à la lumière bleue des écrans, repris au sein de la *proposition de loi visant à lutter contre l'exposition précoce des enfants aux écrans*.

Lors de l'examen du projet de loi pour une école de la confiance, au printemps 2019, le Groupe avait déposé un amendement, adopté par le Sénat, favorisant le bon déroulement des contrôles de l'instruction dispensée en famille. Les Sénateurs s'étaient opposés à la création des établissements publics des savoirs fondamentaux, regroupant écoles et collèges, dont l'adoption risquait d'accélérer la disparition des écoles en milieu rural.

Le Groupe s'est exprimé sur les problèmes d'orientation scolaire rencontrés par les élèves et étudiants. Il importe en effet de **redoubler d'efforts pour anticiper dès le collège la procédure d'orientation future des élèves dans l'enseignement supérieur et d'éviter les erreurs de parcours coûteuses pour l'étudiant, comme pour la société**. Pour ce faire, une nouvelle évaluation des formations a été proposée par le Sénat. Elle reposerait sur deux critères essentiels : le taux de réussite et le taux d'insertion professionnelle. À l'occasion d'un débat sur la réforme du baccalauréat, les Sénateurs ont souligné l'importance de développer la formation des élèves aux techniques oratoires.

Le Groupe a marqué son attachement à la démocratisation du net et à la protection des utilisateurs à l'égard des contenus et des pratiques illicites

En juillet 2018, les Sénateurs du Groupe ont défendu la *proposition de loi visant à lutter contre la manipulation de l'information en période électorale*, alors que le Sénat en a rejeté l'examen. **La régulation des plateformes diffusant des contenus illégaux est impérative pour préserver le fonctionnement de notre démocratie**. Lors de l'examen de la *proposition de loi tendant à créer un droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse*, en janvier 2019, le Groupe avait déposé un amendement visant à aligner la durée de validité de ces droits sur la durée défendue par la France à Bruxelles.

L'engagement du Groupe en faveur du sport-santé

Lors des discussions portant sur la *proposition de loi visant à démocratiser le sport en France*, le Groupe a proposé de nombreux amendements visant à encourager le sport-santé, en proposant **d'étendre les prescriptions de séances d'activités adaptées aux personnes âgées afin de prévenir et limiter la perte d'autonomie**, amendement repris par le Gouvernement. Les Sénateurs avaient également proposé d'instaurer des tickets-sport dans les entreprises, sur le modèle des tickets-restaurant, l'objectif étant d'atteindre une pratique de 30 minutes d'activité physique par jour, pour tous les Français. Par ailleurs, le Groupe est à l'origine d'une mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives, dont les conclusions ont été publiées en septembre 2020.



Toutes les interventions
du Groupe sur ce thème



NUMÉRIQUE ET INNOVATION

Dans la continuité de leurs travaux sur l'Intelligence Artificielle (IA) menés en octobre 2017, les Sénateurs du Groupe n'ont pas cessé de prêter attention au domaine du numérique. Ils ont ainsi encouragé le Gouvernement à soutenir la recherche publique et privée dans cette filière. Ils estiment indispensable que l'Union européenne parvienne à développer ses propres outils : la France a de nombreuses ressources en la matière et devrait jouer un rôle moteur.

La souveraineté numérique est l'un des grands enjeux pour notre pays

Les Sénateurs ont pris part à la commission d'enquête menée sur le sujet. **Lorsque la question de la régulation de la 5G a été posée au Parlement, ils ont soutenu une position de maîtrise nationale** : les dispositifs doivent être testés par les meilleurs experts de l'État avant d'être utilisés. **C'est un enjeu de souveraineté et de sécurité.**

En ligne ou hors-ligne, la loi doit être la même

Le numérique est une technologie formidable mais il n'est pas question d'accepter qu'il crée des espaces hors la loi. **Les Sénateurs ont soutenu un renforcement des mesures de lutte contre la haine en ligne**, en veillant à ce que les géants du numérique soient les acteurs de cette lutte.

Quoique les internautes français et les européens bénéficient de l'utilisation de ces outils, ces internautes contribuent largement aux profits réalisés par les GAFAM. Les Sénateurs ont estimé qu'il convenait que ces sociétés paient des impôts à la hauteur des bénéfices qu'elles réalisent en France, et ont soutenu l'adoption de la **taxe sur le numérique**.

La digitalisation de l'économie et de la vie de nos concitoyens s'est accélérée suite au déclenchement de la pandémie. Pour garantir un **haut niveau de cybersécurité**, le Groupe a soutenu l'adoption d'une proposition de loi visant à rendre accessible au public les résultats d'audits de sécurité des plus grands sites Internet.

La souveraineté et l'indépendance de notre pays seront deux grands enjeux dans les années qui viennent, notamment dans le cyberspace. Les Sénateurs du Groupe sont résolument engagés dans cette optique.

"Transformer l'essai de l'innovation : un impératif pour réindustrialiser la France" : une mission d'information lancée par le Groupe

Quelle stratégie la France doit-elle adopter pour préserver et cultiver son vivier d'innovations ? L'incapacité à produire un vaccin contre la Covid a constitué un traumatisme pour notre pays, qui craint de sombrer dans un décrochage scientifique irréversible. À cet égard, la France semble encore accuser un retard important vis-à-vis de ses voisins européens, qu'elle peine toujours à combler. Pourtant, la recherche française, et singulièrement la recherche fondamentale, continue de livrer d'excellentes nouvelles, comme en témoigne par exemple l'attribution des Prix Nobel, qui récompense régulièrement des chercheurs tricolores. Aussi, le diagnostic pessimiste est à préciser : **plutôt qu'un décrochage scientifique, il s'agit plutôt d'une incapacité de la France à transformer l'essai de l'innovation.**



Les textes et débats mis à l'ordre du jour du Sénat par le Groupe

- 10 textes adoptés par le Sénat
- 9 sujets débattus en séance au Sénat

Les espaces réservés du Groupe dans l'ordre du jour de la séance publique du Sénat

04 novembre 2021

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Présence parentale auprès d'un enfant malade

à l'initiative du Sénateur Jean-Pierre Decool

Cette proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu, à l'initiative de Paul Christophe, Député du Nord, a été adoptée au Sénat le 4 novembre 2021, dans les mêmes termes qu'à l'Assemblée nationale le 26 novembre 2020. Elle a ensuite été promulguée au Journal Officiel le 16 novembre 2021.

Elle avait été adoptée à l'unanimité par la Commission des Affaires sociales du Sénat le 27 octobre 2021.

- **Modifier le droit en vigueur concernant le nombre maximum de jours de Congé de Présence Parentale (CPP) et d'Allocation Journalière de Présence Parentale (AJPP)**

Il arrive souvent que la maladie et les soins nécessitent une présence. Ces soins contraignants peuvent avoir une durée supérieure à celle initialement prévue. Ce texte prévoit de renouveler le versement de l'allocation, sur un maximum de 310 jours sur une nouvelle période, à l'expiration des 310 premiers jours, sans attendre la fin du terme de la première période de trois ans. Le nombre de jours mobilisables sera ainsi doublé pour les parents.

- **Un dispositif étendu aux fonctionnaires**, notamment aux enseignants de l'Éducation nationale, via un amendement du Gouvernement adopté dans le cadre de l'examen du PLFSS pour 2022.

Cette mesure pragmatique répond aux sollicitations de plusieurs associations.

"Cette loi représente un véritable progrès législatif pour nos concitoyens et notre solidarité nationale", selon son auteur le Député Paul Christophe.



Colette Mélot, Sénatrice de Seine-et-Marne, était la Rapporteuse de la Commission des Affaires sociales pour ce texte ;



Jean-Pierre Decool, Sénateur du Nord, était l'orateur du Groupe lors de la discussion générale.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



04 novembre 2021

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Mettre l'administration au service des usagers

à l'initiative du Sénateur Dany Wattebled

Cette proposition de loi, déposée par Dany Wattebled, Sénateur du Nord, a été adoptée au Sénat le 4 novembre 2021.

- **Redonner vigueur et effectivité au principe d'ordre législatif selon lequel le silence gardé par l'administration vaut acceptation (SVA) de la demande formulée par le citoyen ;**
- Limiter les exceptions à ce principe selon lequel le silence vaut acceptation, c'est-à-dire diminuer le nombre de procédures selon lequel le silence vaut rejet.

Selon Dany Wattebled, **"le principe général posé par la loi est affaibli par de très nombreuses exceptions d'origine réglementaire"**.

Plusieurs dispositions du texte renforcent également le rôle du Parlement dans ces procédures et harmonisent leurs délais.

Ce texte fait suite à plusieurs amendements déposés par le Sénateur Dany Wattebled sur le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique. Ils avaient été adoptés par le Sénat en première lecture mais n'avaient pas été conservés dans le texte issu de la commission mixte paritaire.

Le Sénateur Dany Wattebled, auteur du texte, se félicite de l'adoption de cette proposition de loi au Sénat qui améliorera le quotidien de nombreux Français.

Il a rappelé que ce dispositif était un moyen efficace de s'assurer que c'est sur l'administration que repose la responsabilité de mener à bien les procédures, et non sur les usagers.



Dany Wattebled, Sénateur du Nord, a présenté sa proposition de loi à la tribune du Sénat ;



Pierre-Jean Verzelen, Sénateur de l'Aisne, était l'orateur du Groupe lors de la discussion générale.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



15 avril 2021

Orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux

à l'initiative du Sénateur Vanina Paoli-Gagin

Cette proposition de loi avait pour objectif de **permettre aux territoires d'investir pour développer et moderniser les infrastructures de leur choix** :

- Stimuler le développement industriel et économique local tout en accélérant la transition écologique ;
- Donner aux Français l'opportunité de participer activement à la relance en mobilisant leur épargne, par la création d'un nouveau produit bancaire ;
- Miser sur des « territoires stratégiques » après une « France sans usines », qui a montré que la souveraineté passait également par une autonomie de production.



Vanina Paoli-Gagin, Sénateur de l'Aube, a présenté sa proposition de loi à la tribune du Sénat ;



Emmanuel Capus, Sénateur de Maine-et-Loire, était l'orateur du Groupe lors de la discussion générale.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Favoriser le retour à l'emploi durable des bénéficiaires du RSA

à l'initiative du Président Claude Malhuret et des Sénateurs du Groupe

Le RSA est un sujet crucial pour tous les départements. Le nombre de bénéficiaires comme les budgets ne cessent d'augmenter.

À titre expérimental, le dispositif de cette proposition de loi **permettrait aux allocataires du RSA de cumuler pendant neuf mois le RSA et les revenus d'une activité salariée dans une entreprise du Département participant à l'expérimentation** ; le but étant de favoriser le retour à l'emploi durablement et de faire cohabiter le monde économique et social.

Ce nouveau dispositif ne vient ni en opposition ni en concurrence des dispositifs existants. Il se veut une expérimentation nouvelle.

Cosignée par près de 60 Sénateurs dont les Sénateurs du Groupe, la proposition de loi avait été adoptée par la Commission des Affaires sociales le 7 avril. Le texte est maintenant déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale.



Claude Malhuret, Sénateur de l'Allier et Président du Groupe, a présenté sa proposition de loi à la tribune du Sénat ;



Daniel Chasseing, Sénateur de la Corrèze, était le Rapporteur de la Commission des Affaires sociales pour ce texte ;



Colette Mélot, Sénatrice de Seine-et-Marne, était l'oratrice du Groupe lors de la discussion générale.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



19 novembre 2020

DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

La forêt française face aux défis climatiques, économiques et sociétaux

à l'initiative du Sénateur Franck Menonville

"La forêt est un trésor qu'il faut soigneusement conserver", Jean-Baptiste Colbert

Les élus locaux sont les acteurs de la gestion durable et territorialisée de la stratégie forestière française. Ils sont en première ligne. Ils font le lien avec les propriétaires privés, avec l'ONF, avec la filière bois et avec les chasseurs.

Les Sénateurs du Groupe ont choisi de **mettre en lumière la détresse de la forêt française confrontée à de multiples crises** : climatiques, économiques et sociétales.



Franck Menonville, Sénateur de la Meuse, a introduit le sujet ;



Pierre-Jean Verzelen, Sénateur de l'Aisne, a interrogé Julien Denormandie, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation ;



Daniel Chasseing, Sénateur de la Corrèze, a conclu le débat.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Les contenus haineux sur Internet : en ligne ou hors-ligne, la loi doit être la même

à l'initiative du Président Claude Malhuret et des Sénateurs du Groupe

"Il n'y a pas de raison qu'on puisse lire sur la toile ce qui est interdit dans un journal. Pourquoi cette évidence est-elle si difficile à comprendre ?", Claude Malhuret, Sénateur de l'Allier, Président du Groupe

Le Groupe a souhaité organiser ce débat afin de rappeler son attachement au respect, sur les réseaux sociaux, des lois qui précisent l'exercice de la liberté d'expression, et d'appeler à trouver des solutions qui responsabilisent les acteurs concernés, aussi bien les plateformes que les utilisateurs.



Claude Malhuret, Sénateur de l'Allier et Président du Groupe, a porté le sujet à la tribune du Sénat ;



Vanina Paoli-Gagin, Sénateur de l'Aube, a interrogé Cédric O, secrétaire d'État chargé de la Transition numérique ;



Pierre-Jean Verzelen, Sénateur de l'Aisne, a conclu le débat.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



06 février 2020

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Simplification et modernisation de la propagande électorale

à l'initiative du Sénateur Emmanuel Capus



Emmanuel Capus, Sénateur de Maine-et-Loire, a présenté sa proposition de loi à la tribune du Sénat ;



Jean-Louis Lagourgue, Sénateur de La Réunion, était l'orateur du Groupe lors de la discussion générale.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ?

à l'initiative du Sénateur Franck Menonville



Franck Menonville, Sénateur de la Meuse, a porté le sujet à la tribune du Sénat ;



Jérôme Bignon, Sénateur de la Somme, a interrogé Didier Guillaume, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation ;



Claude Malhuret, Sénateur de l'Allier et Président du Groupe, a conclu le débat.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



21 novembre 2019

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Réguler l'hyperfréquentation dans les sites patrimoniaux

à l'initiative du Sénateur Jérôme Bignon



Jérôme Bignon, Sénateur de la Somme, a présenté sa proposition de loi à la tribune du Sénat, ainsi que le rapport qu'il a conduit au nom de la Commission de l'Aménagement du territoire et du Développement durable



Claude Malhuret, Sénateur de l'Allier et Président du Groupe, était l'orateur du Groupe lors de la discussion générale.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



Permettre à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil

à l'initiative du Sénateur Jean-Pierre Decool

Cette proposition de loi a été examinée par la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées mais a finalement été retirée de l'ordre du jour du Sénat car ses dispositions ont été satisfaites.

09 mai 2019

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Renforcer les synergies entre les conseils municipaux et communautaires

à l'initiative du Sénateur Alain Marc



Alain Marc, Sénateur de l'Aveyron, a présenté sa proposition de loi à la tribune du Sénat ;



Dany Wattebled, Sénateur du Nord, était le Rapporteur de la Commission des Lois pour ce texte ;



Jérôme Bignon, Sénateur de la Somme, était l'orateur du Groupe lors de la discussion générale.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Le mécénat territorial au service des projets de proximité

à l'initiative de la Sénatrice Colette Mélot



Claude Malhuret, Sénateur de l'Allier et Président du Groupe, a présenté le sujet à la tribune du Sénat ;



Jérôme Bignon, Sénateur de la Somme, a interrogé Sébastien Lecornu, ministre délégué chargé des Collectivités territoriales ;



Colette Mélot, Sénatrice de Seine-et-Marne, a conclu le débat.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



12 décembre 2018

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens

à l'initiative du Sénateur Joël Guerriau



Joël Guerriau, Sénateur de Loire-Atlantique, a présenté sa proposition de loi à la tribune du Sénat ;



Alain Fouché, Sénateur de la Vienne, était le Rapporteur de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable pour ce texte ;



Claude Malhuret, Sénateur de l'Allier et Président du Groupe, était l'orateur du Groupe lors de la discussion générale.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Emplois non pourvus en France : quelles réponses ? quelles actions ?

à l'initiative du Sénateur Joël Guerriau



Joël Guerriau, Sénateur de Loire-Atlantique ont présenté le sujet à la tribune du Sénat ;



Jean-Pierre Decool, Sénateur du Nord, a interrogé Muriel Pénicaud, ministre du Travail ;



Daniel Chasseing, Sénatrice de la Corrèze, a conclu le débat.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



13 juin 2018

PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE DÉFINITIVEMENT PAR LE SÉNAT

Accès aux défibrillateurs cardiaques

à l'initiative du Sénateur Jean-Pierre Decool



Daniel Chasseing, Sénateur de la Corrèze, était le Rapporteur de la Commission des Affaires sociales pour ce texte ;



Jean-Pierre Decool, Sénateur du Nord, était l'orateur du Groupe lors de la discussion générale.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



PROPOSITION DE LOI ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique

à l'initiative du Sénateur Jean-Pierre Decool



Jean-Pierre Decool, Sénateur du Nord, a présenté sa proposition de loi à la tribune du Sénat ;



Dany Wattebled, Sénateur du Nord, était le Rapporteur de la Commission des Lois pour ce texte ;



Alain Marc, Sénateur de l'Aveyron, et Alain Fouché, Sénateur de la Vienne étaient les orateurs du Groupe lors de la discussion générale.

La proposition de loi a ensuite été définitivement adoptée à l'Assemblée nationale le 30 juillet 2018 et est parue au Journal Officiel le 5 août 2018.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



25 octobre 2017

DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Intelligence artificielle, enjeux économiques et cadres légaux

à l'initiative du Président Claude Malhuret et les Sénateurs du Groupe



Claude Malhuret, Sénateur de l'Allier et Président du Groupe, a présenté le sujet à la tribune du Sénat ;



Emmanuel Capus, Sénateur de Maine-et-Loire, a interrogé Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État chargé du Numérique.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Participation dans l'entreprise, outil de croissance et perspective

à l'initiative des Sénateurs Jean-Pierre Decool et Dany Wattebled



Jean-Pierre Decool et Dany Wattebled, Sénateurs du Nord, ont présenté le sujet à la tribune du Sénat ;



Jean-Pierre Decool, Sénateur du Nord, a interrogé Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



Les textes et débats examinés au Sénat à l'initiative du Groupe

07 octobre 2021

DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Harcèlement scolaire et cyberharcèlement

à l'initiative de la Sénatrice Colette Mélot suite à la remise de son rapport sur le sujet



Colette Mélot, Sénatrice de Seine-et-Marne, a présenté le sujet ainsi que la mission d'information qu'elle a conduite au nom du Groupe à la tribune du Sénat ;



Joël Guerriau, Sénateur de Loire-Atlantique, était l'orateur du Groupe.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



06 mai 2021

DÉBAT EN SÉANCE AU SÉNAT

Écriture inclusive : langue d'exclusion ou exclusion de la langue

à l'initiative du Sénateur Jean-Pierre Decool



Jean-Pierre Decool, Sénateur du Nord, a présenté le sujet à la tribune du Sénat ;



Joël Guerriau, Sénateur de Loire-Atlantique, était l'orateur du Groupe.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



PROPOSITION DE RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LE SÉNAT

Associer Taïwan aux travaux des organisations internationales

à l'initiative du Sénateur Joël Guerriau



Joël Guerriau, Sénateur de Loire-Atlantique, a présenté sa proposition de résolution à la tribune du Sénat ;



Colette Mélot, Sénatrice de Seine-et-Marne, était l'oratrice du Groupe.

Revoir les interventions
à la tribune du Sénat



4 missions d'informations à l'initiative du Groupe

- **Excellence de la recherche/ innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française**

Rapport de **Vanina Paoli-Gagin**, Sénateur de l'Aube, du 8 juin 2022 : "Transformer l'essai de l'innovation, un impératif pour réindustrialiser la France"

- **Harcèlement scolaire et cyberharcèlement**

Rapport de **Colette Mélot**, Sénatrice de Seine-et-Marne, du 22 septembre 2021 : "Harcèlement scolaire et cyberharcèlement : mobilisation générale pour mieux prévenir, détecter et traiter"

- **Fonctionnement et organisation des fédérations sportives**

Rapport de **Alain Fouché**, Sénateur de la Vienne, du 8 septembre 2020 : "Mutualiser, renouveler et légitimer pour affûter l'esprit d'équipe des fédérations sportives"

- **Pénurie de médicaments et de vaccins**

Rapport de **Jean-Pierre Decool**, Sénateur du Nord, du 27 septembre 2018 : "Pénuries de médicaments et de vaccins : renforcer l'éthique de santé publique dans la chaîne du médicament"

70 rapports présentés par les Sénateurs du Groupe

LES RAPPORTS D'INFORMATION

Session 2021 - 2022

Les missions locales : plus que jamais indispensables à l'heure de la Covid-19, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

L'avenir du corps diplomatique, fait par **Jean-Pierre Grand** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Soutien de la politique de la défense, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Insécurité à Mayotte : conjurer le sentiment d'abandon des Mahorais, fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois

Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité, fait par **Pierre Médevielle** au nom de la Délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes

Transformer l'essai de l'innovation, un impératif pour réindustrialiser la France, fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Mission d'information "Excellence de la recherche/ innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française", à l'initiative du Groupe

Session 2020 - 2021

Grand Paris Express : des coûts à maîtriser, un financement à consolider, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Allégations nutritionnelles et de santé : pour une application effective de la réglementation, fait par **Pierre Médevielle** au nom de la Commission des Affaires européennes

Harcèlement scolaire et cyberharcèlement : mobilisation générale pour mieux prévenir, détecter et traiter, fait par **Colette Mélot** au nom de la Mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement, à l'initiative du Groupe

Optimisation de la gestion de l'immobiliser universitaire à l'heure de la nécessaire transition écologique et du déploiement de l'enseignement à distance, fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Commission des Finances

Projet de loi 4D : les attentes des élus locaux en matière d'efficacité de l'action publique, fait par **Pierre-Jean Verzelen** au nom de la Délégation aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation

Session 2019 - 2020

Les collectivités territoriales face au Covid-19, fait par **Daniel Chasseing** au nom de la Délégation aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation

Mutualiser, renouveler et légitimer pour affûter l'esprit d'équipe des fédérations sportives, fait par **Alain Fouché** au nom de la Mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives, à l'initiative du Groupe

L'Inde, un partenaire stratégique, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Suivi de l'impact géopolitique de la crise sanitaire pour l'Union européenne, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Violences envers les femmes et les enfants : un confinement sans fin, fait par **Claude Malhuret** et ses collègues au nom de la Délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes

L'extension des horaires d'ouverture des bibliothèques publiques : une politique d'inclusion culturelles, sociale et territoriale à conforter, fait par **Colette Mélot** au nom de la Commission de la Culture, de l'Éducation et de la Communication

Plan de relance de la Commission des Affaires économiques Tome III : Agriculture et alimentation, fait par **Franck Menonville** au nom de la Commission des Affaires économiques

10 premiers jours d'état d'urgence sanitaire : premiers constats - Analyse des décrets et ordonnances (justice, intérieur, collectivités territoriales, fonction publique), fait par **Dany Wattebled** au nom de la Commission des Lois

Mieux organiser la Nation en temps de crise, fait par **Dany Wattebled** au nom de la Commission des Lois

Covid-19 : deuxième rapport d'étape sur la mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire, fait par **Dany Wattebled** au nom de la Commission des Lois

Session 2018 - 2019

Les notes scientifiques de l'Office publiées de mars 2018 à mars 2019, fait par **Jérôme Bignon** au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques

L'inspection du travail : un modèle à renforcer, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Mettre les nouvelles mobilités au service de tous les territoires, fait par **Alain Fouché** au nom de la Délégation sénatoriale à la Prospective

Donner des armes à l'acier français : accompagner la mutation d'une filière stratégique, fait par **Franck Menonville** au nom de la Mission d'information sur les enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI^e siècle : opportunité de croissance et de développement (président)

Colombie : une paix fragile, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Session 2017 - 2018

Les maisons de l'emploi : renforcer leur gouvernance et pérenniser leur financement pour une politique territoriale de l'emploi vraiment efficace, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Faciliter l'exercice des mandats locaux : le régime social, fait par **Daniel Chasseing** au nom de la Délégation aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation

Pénuries de médicaments et de vaccins : renforcer l'éthique de santé publique dans la chaîne du médicament, fait par **Jean-Pierre Decool** au nom de la Mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins, à [l'initiative du Groupe](#)

Dialogue stratégique avec le Conseil de la Fédération de Russie : actes de la réunion conjointe du 5 avril 2018, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Quelle protection pour les consommateurs européens à l'ère du numérique ?, fait par **Colette Mélot** au nom de la Commission des Affaires européennes



LES RAPPORTS LÉGISLATIFS

Session 2021 - 2022

Mission "Travail et emploi" du Projet de loi de finances pour 2022, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Mission "Travail et emploi" du Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Projet de loi autorisant l'approbation de la Mesure 1 (2005) annexe VI au Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement, responsabilité découlant de situations critiques pour l'environnement, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord pour la mise en place d'un mécanisme d'échange et de partage de l'information maritime dans l'océan Indien occidental et de l'accord régional sur la coordination des opérations en mer dans l'océan Indien occidental, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire" du Projet de loi de finances pour 2022, fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois

Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu, fait par **Colette Mélot** au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et mis à l'ordre du jour du Sénat

Mission "Recherche et enseignement supérieur" du Projet de loi de finances pour 2022, fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Commission des Finances

Mission "Recherche et enseignement supérieur" du Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2021, fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Commission des Finances

Session 2020 - 2021

Mission "Travail et emploi" du Projet de loi de finances pour 2021, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Mission "Travail et emploi" du Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2020, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances

Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), fait par **Daniel Chasseing** au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et mis à l'ordre du jour du Sénat

Mission "Défense : soutien de la politique de défense" du Projet de loi de finances pour 2021, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire" du Projet de loi de finances pour 2021, fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois

Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale, fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois et au nom de la Commission mixte paritaire

Mission "Recherche et enseignement supérieur" du Projet de loi de finances pour 2021, fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Commission des Finances

Mission "Recherche et enseignement supérieur" du Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2020, fait par **Vanina Paoli-Gagin** au nom de la Commission des Finances

Session 2019 - 2020

*Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler "l'hyper-fréquentation" dans les sites naturels et culturels patrimoniaux, fait par **Jérôme Bignon** au nom de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et mis à l'ordre du jour du Sénat*

*Mission "Travail et emploi" du Projet de loi de finances pour 2020, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances*

*Mission "défense : soutien de la politique de défense" du Projet de loi de finances pour 2020, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées*

*Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées*

*Mission "Administration pénitentiaire" du Projet de loi de finances pour 2020, fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois*

*Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français, fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois*

Session 2018 - 2019

*Mission "Travail et emploi" du Projet de loi de finances pour 2019, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances*

*Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens, fait par **Alain Fouché** au nom de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et mis à l'ordre du jour du Sénat*

*Mission "Défense : soutien de la politique de la défense" du Projet de loi de finances pour 2019, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées*

*Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées*

*Mission "Administration pénitentiaire" du Projet de loi de finances pour 2019, fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois*

*Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs, fait par **Colette Mélot** au nom de la Commission des Affaires européennes*

*Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires, fait par **Dany Wattebled** au nom de la Commission des Lois, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et mis à l'ordre du jour du Sénat*

Session 2017 - 2018

*Mission "Travail et emploi" du Projet de loi de finances pour 2018, fait par **Emmanuel Capus** au nom de la Commission des Finances*

*Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque, fait par **Daniel Chasseing** au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et mis à l'ordre du jour du Sénat*

Projet de loi ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information du public à l'élaboration de décisions ayant une incidence sur l'environnement, fait par **Alain Fouché** au nom de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable et au nom de la Commission mixte paritaire

Mission "Défense : soutien de la politique de la défense" du Projet de loi de finances pour 2018, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 184 de l'Organisation internationale du travail relative à la sécurité et la santé dans l'agriculture, fait par **Joël Guerriau** au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire" du Projet de loi de finances pour 2018, fait par **Alain Marc** au nom de la Commission des Lois

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique, fait par **Dany Wattebled** au nom de la Commission des Lois, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et mis à l'ordre du jour du Sénat

Plus d'informations sur les rapports législatifs
présentés par les Sénateurs du Groupe



Plusieurs personnalités du monde politique et médiatique sont venues échanger avec les Sénateurs du Groupe lors de moments privilégiés.

- **Christophe Béchu**, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, le 13 juillet 2022
- **Alain Griset**, ministre délégué chargé des Petites et des Moyennes entreprises, le 19 octobre 2021
- **Jacqueline Gourault**, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités, le 8 juin 2021
- **Barbara Pompili**, ministre de la Transition énergétique, le 25 mai 2021
- **Olivia Grégoire**, secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable, le 18 mai 2021
- **Franck Riester**, ministre délégué chargé du Commerce extérieur, le 4 mai 2021
- **Olivier Dussopt**, ministre délégué chargé des Comptes publics, le 7 novembre 2020
- **Cédric O**, secrétaire d'État chargé de la Transition numérique, le 19 mai 2020
- **Nicolas Beytout**, journaliste et fondateur de l'Opinion, le 4 décembre 2019
- **Brune Poirson**, secrétaire d'État chargée de la Biodiversité, le 16 juillet 2019
- **Olivier Dussopt**, secrétaire d'État chargé des comptes publics, le 11 juin 2019
- **Agnès Buzyn**, ministre des Solidarités et de la Santé, le 14 mai 2019
- **Elisabeth Borne**, alors ministre déléguée chargée des Transports, le 29 janvier 2019
- **Xavier Bertrand**, président de la Région Hauts-de-France, le 6 juin 2018
- **Florence Parly**, ministre des Armées, le 15 mai 2018
- **Gérard Larcher**, Président du Sénat, en avril 2018
- **Jean-Paul Delevoye**, Haut-commissaire à la réforme des retraites, en avril 2018
- **Didier Maus**, élu local, conseiller d'État et spécialiste du droit constitutionnel, en février 2018
- **Édouard Philippe**, Premier Ministre, en janvier 2018
- **Alain Juppé**, maire de Bordeaux, en novembre 2017

Réunion de Groupe décentralisée

À Lille, les Sénateurs du Groupe ont été accueillis par les deux Sénateurs du Nord Jean-Pierre Decool et Dany Wattebled pour une réunion de Groupe décentralisée et la visite la maison natale du Général de Gaulle.

Nos Sénateurs de 2017 à 2020



Michel Amiel

Ancien Sénateur des Bouches-du-Rhône
Membre du Groupe de mai à septembre 2020

- Membre de la Commission des Affaires sociales
- Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques



Jérôme Bignon

Ancien Sénateur de la Somme
Membre du Groupe d'octobre 2017 à septembre 2020

- Membre de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable
- Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques



Alain Fouché

Ancien Sénateur de la Vienne
Membre du Groupe d'octobre 2017 à septembre 2020

- Membre de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable
- Membre de la Délégation sénatoriale à la Prospective



Robert Laufoaulu

Ancien Sénateur des Iles Wallis et Futuna
Membre du Groupe de décembre 2018 à septembre 2020

- Membre de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées
- Membre de la Délégation sénatoriale aux Outre-Mer



Retrouvez toute l'actualité
du Groupe sur le site internet



CONTACT

Clarisse Buchot - Chargée de communication

c.buchot@independants.senat.fr
communication@independants.senat.fr
06.98.26.29.27

Dominique Lagrange - Cheffe de cabinet du Président Claude Malhuret

c.malhuret@senat.fr

Xavier Fournier - Secrétaire général du Groupe

x.fournier@independants.senat.fr

Site Internet : www.independants-senat.fr

 **Page Facebook :** Les Indépendants - République et Territoires
www.facebook.com/LesIndependantsSenat

 **Compte Twitter :** [Indep_Senat](https://twitter.com/Indep_Senat)
www.twitter.com/Indep_Senat